



Hamel et Cormier de retour avec les Tigres en 95-96

Jean Hamel



Les propriétaires d'équipes ont accepté la proposition de retour au travail des joueurs, sans voter sur la question d'un lock-out, a annoncé le commissaire intérimaire du baseball majeur, Bud Selig.

Le vrai baseball reprend le 26 avril

CHRONIQUE DE LAFLEUR



Trop riche, Gretzky a perdu la passion (Cahier C)

La Tribune



lundi

SHERBROOKE

3 avril 1995

86e ANNÉE - No 36

0,50 (WEEKEND: 1,25\$) Plus taxes

DÉJEUNER!

JE préfère BURGER KING

PERSONNALITÉ B6

Marie Malavoy assure avoir obtenu une garantie sur le projet Innovatech



Anita Saint-Cyr-Hamel: «J'ai tellement reçu»

«L'Estrie va garder les 40 millions»

Alain GOUPIL

Sherbrooke

Quel que soit le nombre de MRC qu'elle sera appelée à desservir, la Société Innovatech Sud du Québec aura droit à l'enveloppe globale de 40 millions \$ rattachée à ce projet.

C'est du moins l'assurance que dit avoir obtenue la députée péquiste de Sherbrooke, Marie Malavoy, auprès du ministre Daniel Paillé, de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie au sujet du retrait pos-

sible de trois municipalités régionales de comté (MRC) de la Montérégie.

Soulignons que, une fois en place, la Société Innovatech Sud du Québec se consacrera au financement de projets innovateurs faisant appel à de nouvelles technologies.

Le projet Innovatech est cependant plongé dans une impasse à la suite des pressions exercées par cette région afin de préserver l'intégrité de son territoire. La Montérégie craint un morcellement de sa région advenant le cas où les MRC d'Acton



Marie Malavoy députée péquiste, la Société Innovatech Sud du Québec est assurée de recevoir les 40 millions \$ promis, a indiqué à La Tribune Marie Malavoy.

Vale, Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska fassent partie de la future structure.

Mais quel que soit le résultat de ces tractations, qui doivent reprendre demain après-midi lors du caucus des députés péquistes, la Société Innovatech Sud du Québec est assurée de recevoir les 40 millions \$ promis, a indiqué à La Tribune Marie Malavoy.

«J'ai parlé à M. Paillé vendredi et il m'a assuré que l'enveloppe serait intacte. L'Estrie va garder les 40 millions», a-t-elle pris soin de préciser tout en déplorant la tactique employée jusqu'à maintenant par la Montérégie qui «cherche à manger à deux râteliers».

Selon une des hypothèses à l'étude en vue de résoudre l'impasse, il est question que la Montérégie puisse à la fois relever de la Société Innovatech Sud du Québec et celle du Grand Montréal.

«En procédant de la sorte, elle

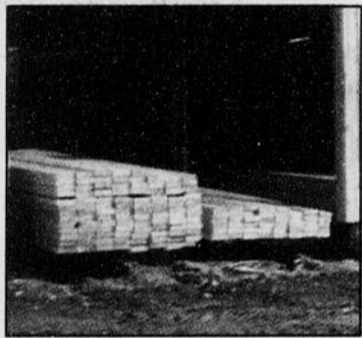
risque de se retrouver entre deux chaises: d'une part, Montréal va vouloir garder l'argent pour son territoire actuel et, d'autre part, elle risque de ne pas avoir de siège au conseil d'administration du Sud du Québec», entrevoit la députée péquiste.

Par ailleurs, Mme Malavoy n'a pu fournir de garantie quant à la date à laquelle la future société recevra le feu vert; l'étude du texte de loi, on le sait, a été suspendue la semaine dernière en commission parlementaire sans qu'aucune date de reprise ne soit fixée.

Chez nous

Lac-Mégantic

Des vieux poteaux recyclés en planches uniques de bois de cèdre rouge



Val St-François

Une année exceptionnelle avec des investissements dépassant 4 millions

CAHIER B

MÉTÉO A2

(93e jour de l'année)

**Ciel variable avec averses de neige: max. 2
Lever du soleil: 6h25
Coucher du soleil: 19h17
Demain: variable, max. 2**

A LIRE AUJOURD'HUI



Ne manquez pas ce rendez-vous de lecture tous les premiers lundis du mois.

Réalisation du service de la publicité de La Tribune

La Fédération des coopératives d'habitations populaires perd des plumes

Le torchon brûle avec la SHQ

Daniel FORGUES

Sherbrooke

Le torchon brûle entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Fédération des coopératives d'habitations populaires des Cantons de l'Est, alors que l'organisme gouvernemental vient de mettre indirectement la main sur un cinquième immeuble géré par la Fédération, le deuxième plus grand propriétaire de logements à Sherbrooke.

Le directeur général de la Fédération, Gilles Paquette, parle même de harcèlement de la part de la SHQ quand on lui parle du dossier.

Au nom de la Banque de Montréal, un huissier s'est présenté il y a quelques jours à peine au Faubourg des Cantons, un immeuble de 13 logements pour gens à faible revenu, réclamant que les loyers soient dorénavant payés au nom de l'institution bancaire plutôt que de la Fédération des coopératives d'habitations populaires des Cantons de l'Est.

Cet immeuble, situé à l'intersection des rues Des Blés et Quatre-Saisons, à Sherbrooke, est géré par la Fédération tout en constituant une unité corporative distincte, les locataires payant un loyer représentant 25 pour cent de leurs revenus, la Société d'habitation du Québec payant la différence dans le cadre d'un programme de subvention gouvernementale.

Il y a quelques mois, explique le directeur général de la Fédération, la SHQ a cessé d'acquitter ses paiements pour différents prétextes.

«Ils nous revenaient toujours avec quelque chose de pas correct, on tentait de corriger, mais ils revenaient avec d'autres choses», dit M. Paquette.

Si bien que les paiements n'étaient plus suffisants à la Banque de Montréal et que l'institution bancaire a pris les mesures qui s'imposaient en déléguant un huissier pour légaliser sa prise de position.

Harcèlement?

La situation n'est pas nouvelle pour la Fédération des coopératives d'habitations populaires.

Il y a quelques mois, dans des circonstances semblables, selon le directeur général de l'organisme, la Fédération a perdu la gérance de quatre immeubles totalisant 60 logements et regroupés dans la compagnie Habitations de l'Estrie, à Ascot.

M. Paquette parle de harcèlement de la part de la Société d'habitation du Québec.

«Il y a des coupures de la part du gouvernement et des gens tentent de motiver leur job en faisant ça», dit-il.

Profitant des programmes d'aide de la Société d'habitation du Québec, la Fédération avait fondé plusieurs organismes distincts regroupant quelque 400 logements dans une dizaine d'immeubles; la SHQ s'engageait à payer la différence des loyers pour 35 ans alors que la Fédération gère les immeubles.

Les locataires du Faubourg des Cantons n'ont toutefois rien à craindre, assure M. Paquette; ils continueront à payer le même loyer, mais à la Banque de Montréal, en attendant que les problèmes légaux soient réglés.

Le directeur général de l'organisme assure que ce malaise n'a rien à voir avec les quelque 1300 logements que la Fédération possède en Estrie, dont plus de 700 à Sherbrooke.

LE BEAU RÊVE DES FAUCONS S'ÉCROULE



Les Saguenéens de Chicoutimi ont remporté hier soir une victoire de 4 à 1 aux dépens des Faucons de Sherbrooke qui subissaient ainsi l'élimination au septième match. La série s'est terminée devant 4649 spectateurs au Centre Georges-Vézina de Chicoutimi. Alain Nasreddine, capitaine des Saguenéens, serre ici la main à Charles Paquette des Faucons.

LES DÉTAILS EN C1

Johnson affirme qu'il n'a pas vu le plan d'attaque du camp du NON

Nelson FECTEAU

Theftord Mines

Le chef de l'Opposition officielle, M. Daniel Johnson, affirme n'avoir jamais vu le document constituant le présumé plan d'attaque du camp du NON dont faisaient état les médias d'information en fin de semaine.

«C'est un document que je n'ai jamais vu et je cherche encore des gens qui l'aient vu. Ce n'est qu'un brouillon d'ébauche très officieux, un texte parmi tant d'autres qui circulait et qui n'a rien à faire avec le véritable plan de communication du camp du NON», a-t-il déclaré devant les journalistes, hier, de passage à Theftord Mines dans le cadre d'une activité de financement du Parti libéral de Frontenac.

Reconnaissant que jusqu'à maintenant le débat avait davantage soulevé les enjeux économiques, le chef du Parti libéral a souligné que les Québécois étaient très soucieux de leur avenir et du même coup du déficit, des taxes et des emprunts.

Plus tard devant 300 personnes, M. Johnson a déridé l'assistance en disant que la situation actuelle entourant le débat référendaire lui faisait penser au jeu Jeopardy. «Les péquistes ont trouvé la réponse. Maintenant, ils cherchent la question. Une question dont les Québécois ne veulent pas. Ils ne veulent pas se séparer.»



Daniel Johnson

Reprenant un ton plus sérieux, Daniel Johnson a répété que le fardeau de la preuve incombe aux péquistes et qu'ils se devaient de dire pourquoi les Québécois seraient mieux au lendemain de la séparation. Il a reproché aux péquistes de ne pas avoir répondu clairement aux questions entourant l'utilisation du dollar canadien, de la citoyenneté et de l'appartenance à l'AÉNA.

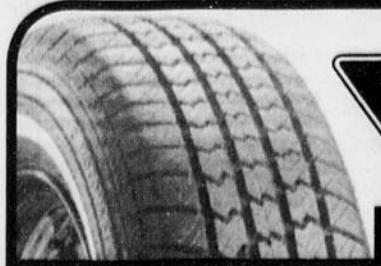
Il a invité les partisans présents à presser le gouvernement de tenir le référendum pour pouvoir ensuite passer à autre

chose. «Le gouvernement joue avec les nerfs des Québécois. Il est monopolisé par l'échéance référendaire, il ne pense qu'à ça. Il est aveuglé par la recherche de la meilleure question pour se faire dire oui. Il est trop occupé à ne pas gouverner, à ne rien faire.»

Le chef de l'Opposition estime que le temps presse et que les décisions concernant l'emploi, les services publics et les services de santé préoccupent davantage les Québécois.

Selon Daniel Johnson, c'est le monde à l'envers que de proposer la séparation du Québec au moment où on parle de décentralisation. Il a ajouté qu'un non affaiblirait le Québec si le fédéral voulait arracher des pouvoirs au Québec, ce qui cependant n'est pas le cas selon lui. «Un non va plutôt nous permettre de conserver toutes nos options, de maintenir notre influence.»

Daniel Johnson a terminé son allocution par un vibrant plaidoyer. «Le Canada nous appartient et nous appartenons au Canada. Le Parti québécois n'a pas le droit de nous enlever un pays que nous avons découvert, exploré, formé et transformé.»



C'est le mois du pneu chez Canadian Tire

Durant tout le mois d'avril

en vigueur jusqu'au 29 avril 1995

SHERBROOKE
1850, rue King Ouest
566-0303

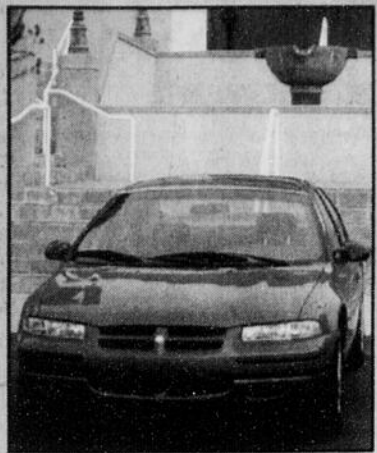
FLEURIMONT
1645, rue King Est
566-5991

PAS DE TPS SUR LES PNEUS



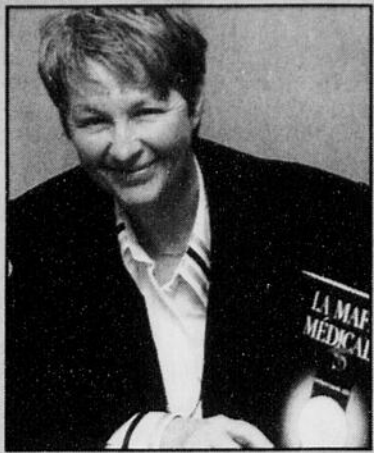
beaucoup plus de pneus, pour beaucoup moins.

À LIRE DEMAIN



AUTOMOBILE

**Par Jacques Duval
La Cirrus déguisée
en Stratus**



SANTÉ

**«La Mafia médicale»
de Guylaine Lancôt
fait des vagues**



toire quatre ans minimum, personne sans expérience ne pas contacter, avoir moyen de transport, capable opérer machines conventionnelles. Fonctions: opérer machines conventionnelles (fraiseuse, tour, grindeur, etc...) pour fabriquer des moules à caoutchouc.

Aide-fermier/ère
Code prof: 9619 # 2952727
Lieu: Cookshire
Salaire: 7,50 \$/heure durant probation, permanent temps plein 40 heures et + par semaine
Exigences: connaissance et habilités en mécanique, débrouillardise, initiative aptitudes de conduite, expérience de travail pertinente, entre-gent, courtoisie et sociabilité
Fonctions: entretien machineries et bâtiments travaux au champ, gestion d'entrepôt, chargement des camions de livraison.

Pharmacien/enne
Code prof: 3131 # 2951393
Lieu: Sherbrooke
Salaire: à discuter selon expérience, permanent plein temps 25 à 30 heures/semaine
Exigences: doit être disponible le jour, soir, fin de semaine, posséder diplôme de pharmacien, avoir deux à trois ans d'expérience
Fonctions: service à la clientèle, remplir les prescriptions, donner information.

Machiniste-outilleur
Code prof: 7231 # 2947414
Lieu: St-Élie d'Orford
Salaire: 10 \$/heure et plus selon expérience, permanent plein temps 40 heures/semaine lundi au vendredi
Exigences: travail de soir (16h15 à minuit quinze), expérience obliga-

Veillez vous présenter à votre Centre d'emploi du Canada afin de consulter les offres dans les guichets informatisés d'emploi ou téléphoner à Info-Centre: 564-5970, 564-5983. Une initiative de La Tribune en collaboration avec le Centre d'emploi.

La poissonnerie, l'endroit pour se faire passer... un beau poisson

Daniel FORGUES Sherbrooke

Il n'y avait pas de M. Doré, ni de Mme Poisson et encore moins de M. Fish et de Mme Turgeon au marché de poissons de Sherbrooke, rue Marquette, en fin de semaine.

Mais, samedi, 1er avril, les employés de la poissonnerie ont dû répondre à plus de 250 appels téléphoniques dans le cadre de cette tradition du poisson d'avril, une tradition à laquelle on se frotte avec une certaine complicité même si, à la fin de la journée, on se tance quelque peu de répondre inutilement au téléphone.

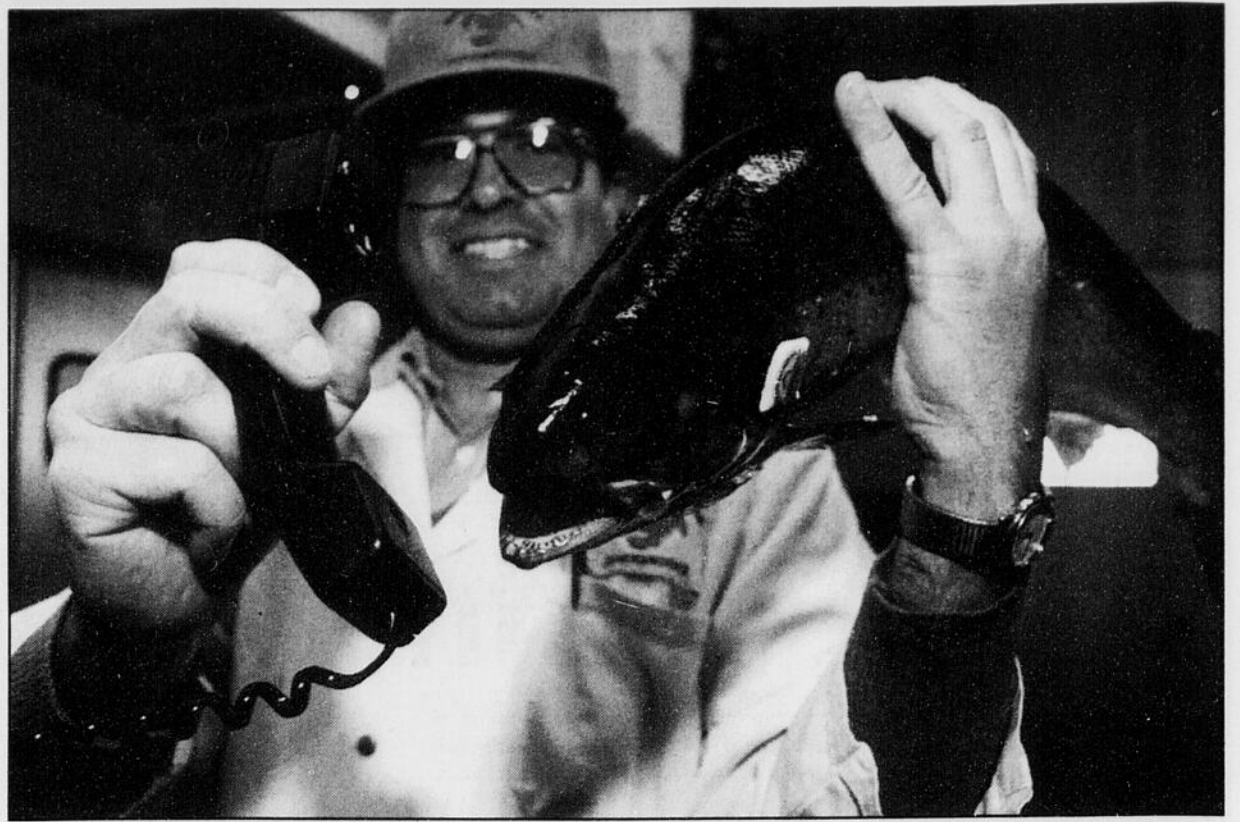
Dans la seule matinée de samedi, par exemple, le co-propriétaire du commerce, Jean Gauvin, dit avoir reçu pas moins d'une centaine d'appels; les trois employés prenaient l'appareil à tour de rôle et on se racontait ensuite la blague.

«Les gens laissent des messages à leurs amis et leur disent de demander M. Poisson ou un autre nom du genre; au moins deux tiers des personnes ne réalisent pas qu'elles viennent de se faire prendre lorsqu'elles téléphonent chez nous», dit M. Gauvin.

Une dame a même déposé un colis contenant des bonbons en forme de poissons rouges à la poissonnerie de la rue Marquette; son époux est allé le cueillir, réalisant qu'il venait aussi de se faire passer un poisson d'avril.

«Mon père avait un magasin de poisson sur la rue Laurier et, tout petit, je me souviens que le premier avril était toujours l'occasion de recevoir des coups de téléphone de ce genre», se souvient Jean Gauvin.

Le nombre de coups de fil a toutefois été moindre que par les années passées, samedi, en raison que le poisson d'avril survenait une fin de semaine.



Téléphoto par Christian Landry

Au Marché de poisson Sherbrooke, Jean Gauvin est habitué aux poissons d'avril et c'est encore avec un grain de sel qu'il répondait quand même aux nombreux appels téléphoniques samedi.

«Habituellement, c'est entre 300 et 400 appels qu'on reçoit», de préciser M. Gauvin.

Il se souvient fort bien, il y a deux ou trois, qu'un type qu'on n'a jamais identifié, avait placé une petite annonce dans La Tribune faisant savoir qu'on donnait du bois de chauffage à la poissonnerie de la rue Marquette le premier avril.

«Les gens arrivaient ici avec leur remorques et leurs camions et certains réalisaient tout de suite qu'ils venaient de se faire prendre tandis qu'il fallait l'expliquer à d'autres qui insistaient pour obtenir gratuitement

le bois annoncé», indique M. Gauvin.

Comme le nombre de marché de poisson est relativement peu élevé dans les pages jaunes de l'annuaire de Bell Canada, tous les marchés sont visés par le poisson d'avril.

Au Comptoir de poisson de Sherbrooke, rue Cate, Chantal Chouinard indiquait, samedi-midi, qu'on avait reçu une bonne cinquantaine d'appels téléphoniques pour des poissons d'avril.

«Les gens ont de drôles de réactions quand ils réalisent qu'ils viennent de se faire prendre, c'est drôle

même si ça nous fait perdre un peu de notre temps», dit-elle.

Même son de cloche à la Poissonnerie Savoie du boulevard Bourque à Rock Forest où un type s'est même présenté, samedi, alors qu'on lui avait indiqué qu'on tenait une vente de garage.

À la Poissonnerie du marché, rue Conseil, Alain Germain a également eu à répondre à des dizaines d'appels pour le poisson d'avril.

«Les appels renaissent aux deux minutes dans l'avant-midi, quand on n'avait pas le temps de répondre, on mettait le répondeur», dit-il.

Le Salon canin gagne ses lettres de noblesse

□ Pas moins de 1000 chiens ont déambulé devant 6000 visiteurs à Sherbrooke

Sherbrooke (DF)

Devenu au fil des ans la deuxième manifestation du genre en importance au Québec, après celle de Montréal, le Salon canin de l'Estrie gagne graduellement ses lettres de noblesse et les titres que les chiens y remportent sont considérés de plus en plus importants ailleurs au Canada, juge Guy Morin, le responsable du Club canin de l'Estrie à l'origine du Salon ayant fermé ses portes hier soir.

«Les juges tiennent compte des mêmes normes dans des compétitions de chiens au Canada et aux États-Unis, mais ça devient plus difficile pour une bête de remporter un prix lorsqu'il y a plusieurs compétiteurs comme c'est le cas à Sherbrooke, le titre comporte alors un peu plus de prestige», indique-t-il.

Pas moins de 1000 chiens ont déambulé en fin de semaine dans le palais des sports et le Centre-expo de CERAS, attirant ainsi quelque 6000 visiteurs.

Le Salon canin de l'Estrie est d'ailleurs l'une des rares manifestations à occuper simultanément les deux édifices tellement il est devenu important au fil des ans.

«C'est la quatrième année qu'on doit agir ainsi parce qu'il y a trop de participation», indique M. Morin.

On vient certes de tous les coins

de Québec pour y participer, mais on vient également des autres provinces et même de l'Ontario.

Certains éleveurs apportent plusieurs animaux avec eux.

Les compétitions d'obéissance et d'agilité sont à la base de bien des titres tandis que la perfection de la race y est d'une importance majeure.

Selon M. Morin, quelque 140 races de chiens étaient représentées lors des compétitions du week-end.

«Plus un chien obtient des titres, plus sa descendance prend de la valeur; c'est pour cette raison que les éleveurs tiennent à ces concours.»

L'attrait pour les visiteurs est non seulement axé sur les compéti-

tions, mais également sur tous les préparatifs accordés aux meilleurs amis des hommes alors que rien n'est négligé pour présenter les bêtes dans leur meilleur état.

Après tout, si le chien est le meilleur ami de l'homme, les éleveurs sont aussi les meilleurs amis des chiens...



Téléphoto par Christian Landry

Rien n'est ménagé pour présenter les chiens dans leur meilleur état lors des compétitions canines. Yves Colbert, de Lavaltrie, donne un dernier coup de brosse à sa chienne Prunelle, un berger anglais.

Des jeunes s'éclataient avec des petites bombes

Sherbrooke (DF)

Deux adolescents de 14 et 15 ans ont été interrogés hier après-midi à la police de Sherbrooke après avoir fait éclater deux petites bombes artisanales faites à partir de bouts de tuyaux et de têtes d'allumettes.

Lorsqu'ils ont été arrêtés sur la rue Letarte, à Fleurimont, les jeunes venaient de faire exploser deux de ces petites bombes et étaient en possession de six autres.

L'un d'eux était soupçonné d'avoir justement fait éclater l'une de

ces mini-bombes en arrière de l'école secondaire Saint-François la semaine dernière.

Pour le détective Roger Dion de la sûreté municipale, il est clair que ces petites bombes artisanales ne pourraient causer de dégâts, mais leur explosion pourrait causer des blessures à une personne qui serait trop près.

Quand au bruit, «il est suffisamment fort pour que des gens croient qu'il s'agit de coups de feu», indique le détective.

Les cas des adolescents seront soumis à la Direction de la protection de la jeunesse.

La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
Tél.: 564-5450, 511X 2X8

Téléphones:
Petites annonces: 564-0999
Publicité: 564-5450
Rédaction: 564-5454
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc. (division La Tribune)

Livraison à domicile:
— Camélot et camélot motorisés
Prix de vente suggéré incluant T.P.S. payée par le camélot: \$3.43
taxe de vente du Québec: 72
Coût à l'abonné: \$3.65

ENVOI DE PUBLICATION:
Enregistrement No 0529168

Abonnement par la poste au Canada, sauf endroits desservis par camélot et camélot motorisés.

TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$255.00, TPS \$17.85, TVQ \$17.74 = \$290.59
6 mois \$140.00, TPS \$ 9.80, TVQ \$ 9.74 = \$159.54
3 mois \$ 80.00, TPS \$ 5.60, TVQ \$ 5.56 = \$ 91.16
1 mois \$ 50.00, TPS \$ 3.50, TVQ \$ 3.48 = \$ 56.98

HORS DE NOTRE TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$310.00, TPS \$21.70, TVQ \$21.56 = \$353.26
6 mois \$185.00, TPS \$12.95, TVQ \$12.87 = \$210.82
3 mois \$110.00, TPS \$ 7.70, TVQ \$ 7.65 = \$125.35
1 mois \$ 55.00, TPS \$ 3.85, TVQ \$ 3.83 = \$ 62.68

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS
1 an \$700.00, 6 MOIS \$410.00, 3 MOIS \$265.00, 1 MOIS \$130.00

«La Tribune» est sociaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

Loto-Québec		RÉSULTATS	
Tirage du 95-04-01		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	5 622 411,60 \$	
5/6+	4	259 402,50 \$	
5/6	329	2 523,00 \$	
4/6	18 732	84,90 \$	
3/6	364 675	10,00 \$	
Ventes totales: 23 475 891,00 \$		Prochain gros lot (approx.): 10 000 000,00 \$	
Prochain tirage: 95-04-05			

Extra		Tirage du 95-04-01		Tirage du 95-04-02	
NUMÉROS	LOTS	11 14 18 20 25	4 13 15 17 23	27 32 33 38 45	24 26 38 43 44
059464	100 000 \$				
59464	1 000 \$				
9464	250 \$				
464	50 \$				
64	10 \$				
4	2 \$				

MISE-TÔT 2-30-31-34		Tirage du 95-04-01		Tirage du 95-04-02	
GAGNANTS	LOTS	6/6	1	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	5/6+	0	18 397,70 \$	
5/6	16	5/6	16	1 916,40 \$	
4/6	961	4/6	961	59,50 \$	
3/6	15 922	3/6	15 922	5,00 \$	
Ventes totales: 695 894,00 \$		Gros lot à chaque tirage: 1 000 000 \$			

SUPER 7		Tirage du 95-03-31	
NUMÉROS	LOTS	6 13 22 23 32 35 47	Numéro complémentaire: 45
359933	100 000 \$		
59933	1 000 \$		
9933	250 \$		
933	50 \$		
33	10 \$		
3	2 \$		

Extra Super		Tirage du vendredi 95-03-31	
NUMÉROS	LOTS	7/7	0
359933	100 000 \$	6/7+	0
59933	1 000 \$	6/7	36
9933	250 \$	5/7	1 721
933	50 \$	4/7	34 907
33	10 \$	3/7+	31 880
3	2 \$	3/7	286 943

Ventes totales: 4 087 626,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 4 000 000,00 \$
Prochain tirage: 95-04-07

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Prévisions à long terme pour Sherbrooke

Source: Environnement Canada

Aujourd'hui	Ce soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
CIEL VARIABLE	NUAGEUX	PLUIE ET NEIGE	QUELQUES FLOCONS	CIEL VARIABLE
max 5	min -1	max 6	-3/3	-12/3

Dans le monde

Aujourd'hui

Min.	Max.		
Athènes	04 14	London	08 21
Bruxelles	08 13	Los Angeles	14 24
Le Caire	19 21	Madrid	09 26
Chicago	01 08	Mexico	16 25
Copenhague	04 10	Miami	22 28
Frankfort	10 12	New York	02 13
Jérusalem	10 17	Oslo	00 11
Lisbonne	13 23	Paris	07 12
		Rome	08 21

INDEX

Arts:	C-6	Éditorial:	A-6
Bandes dessinées:	B-2	Horoscope:	B-2
Chez nous:	B-1	Petites annonces:	D-2
Décès:	D-5	Sports:	C-1
De tout pour tous:	B-2		
Économie:	D-1		

Réfection de l'ancienne usine Kayser

L'Université n'est pas intéressée... pour le moment

Alain GOUPIL Sherbrooke

Les promoteurs qui espèrent redonner vie à l'ancienne usine de la Kayser, rue Frontenac, à Sherbrooke, devront se passer de l'Université de Sherbrooke. Du moins pour l'instant.

C'est en tout cas la position exprimée en fin de semaine par le recteur de l'Université, Pierre Reid, au maire Jean Perrault et à la députée

péquistre Marie Malavoy lors d'une rencontre portant sur le sujet.

«On a l'impression qu'il n'y a pas de possibilité immédiate du côté de l'Université», a reconnu la députée péquistre lorsque invitée à faire part du contenu des discussions tenues lors de cette rencontre.

L'Université, ainsi que le Musée des sciences naturelles du Séminaire de Sherbrooke, étaient pressentis pour occuper une partie de l'édifice abandonnée depuis une dizaine

d'années par la multinationale de textile Kayser-Roth.

Les démarches en vue de lui redonner vie sont menées par un groupe d'hommes d'affaires ayant à sa tête le Sherbrookoïse Robert Morin. Au fil des ans, le bâtiment de béton de 50 000 pieds carrés est devenu à quelque reprises le repaire de nombreux jeunes, ce qui a nécessité l'intervention de la Sûreté municipale.

Du côté du Musée des sciences

naturelles, on a déjà fait savoir qu'on examinerait la possibilité de s'y établir seulement si les promoteurs acceptent de partager la propriété de l'édifice. Le Musée Iorgne déjà l'édifice de la Fondation Saar situé également rue Frontenac, à l'extrémité de la rue Wellington Nord.

En entrevue avec *La Tribune*, le président du conseil d'administration du Musée du Séminaire, Claude Métras, avait indiqué que les gouvernements supérieurs n'accepte-

raient jamais d'aider financièrement un musée qui serait locataire de ses locaux.

Pour ce qui est de l'Université, qui accuse toujours un manque d'espace par rapport à sa clientèle, il semble donc qu'elle ne fera pas partie de la relance de l'édifice, si relance il y a.

«Il faut bien comprendre que le projet est encore à l'étape préliminaire», insiste Mme Malavoy qui ne ferme toutefois pas la porte à une possible participation de l'Universi-

té une fois que celle-ci aura résorbé son déficit.

«Disons qu'actuellement, pour l'Université, ce n'est peut-être pas la meilleure période pour investir.»

Tant pour la députée péquistre, que pour le maire Jean Perrault, la reconversion de l'édifice Kayser en un bâtiment à vocation culturelle présente un attrait intéressant dans la mesure où il ajoute au cachet patrimonial que veut donner la Ville au centre-ville.

«On n'a pas idée des trésors qui se cachent dans nos maisons»

-le commissaire-priseur en art européen et canadien légor de Saint-Hippolyte

Alain GOUPIL Sherbrooke

Grand voyageur et amateur d'oeuvres d'art, Henri Lessard croyait bien tenir entre ses mains deux véritables Vlamincq, lorsqu'il s'est présenté au Musée des beaux-arts de Sherbrooke, hier après-midi.

C'est que pour la deuxième année consécutive, le Musée des beaux-arts invitait hier les Estriens à faire évaluer leurs «trésors cachés» par l'œil averti de Légor de Saint-Hippolyte. M. Hippolyte est commissaire-priseur en art européen et canadien à l'Hôtel des encans de Montréal.

Soigneusement enrobés dans du papier de soie, les deux tableaux d'Henri Lessard portaient bel et bien la signature du célèbre peintre belge, reconnu à travers le monde pour ses paysages chaleureux. Deux toiles qui lui ont été offertes en cadeau par un ami, il y a de cela plus de 35 ans.

De plus, à l'endos d'une des deux toiles, on pouvait y lire

l'inscription suivante: «M. Vlamincq, Le champ orangé». Est-ce un authentique? Est-ce une reproduction? M. Lessard n'allait pas tarder à le savoir.

«Tiens, mais ce sont deux Vlamincq», lui a lancé Légor de Saint-Hippolyte avant même de lui serrer la pince.

Tendant une loupe à M. Lessard, le commissaire-priseur lui demande de regarder s'il voit des «petits points noirs» au travers de la toile, ce que constate effectivement M. Lessard.

«Donc, ce sont des reproductions», indique sans appel le spécialiste tout en expliquant à son interlocuteur que s'il a pu confondre une reproduction avec un authentique c'est qu'à une certaine époque les reproductions étaient embellies grâce à une fine couche de vernis «pour les rendre plus vraies».

Comme évaluation, M. de Saint-Hippolyte établit un prix identique pour les deux toiles: 30 \$.

«Au moins, je sais maintenant à quoi m'en tenir», de dire M. Lessard sur un ton résigné.



Le commissaire-priseur en art européen et canadien à l'Hôtel des encans de Montréal, légor de Saint-Hippolyte, n'a pas mis longtemps à découvrir que les Vlamincq de Henri Lessard n'étaient en fait que des reproductions...

Heureusement pour M. de Saint-Hippolyte, tous les objets qui

lui ont été soumis hier n'étaient pas que des reproductions. Il y avait même de véritables oeuvres d'art. De quoi impressionner le commissaire-priseur

Des trésors cachés

«Une personne nous est arrivée avec un porte-portfolio rempli de gravures de Jean-François Millet, un

grand peintre français du 19e siècle. Elle en avait aussi une centaine de Jean-Charles Meryon. C'était absolument incroyable! Tout cela valait au moins 30 000 \$».

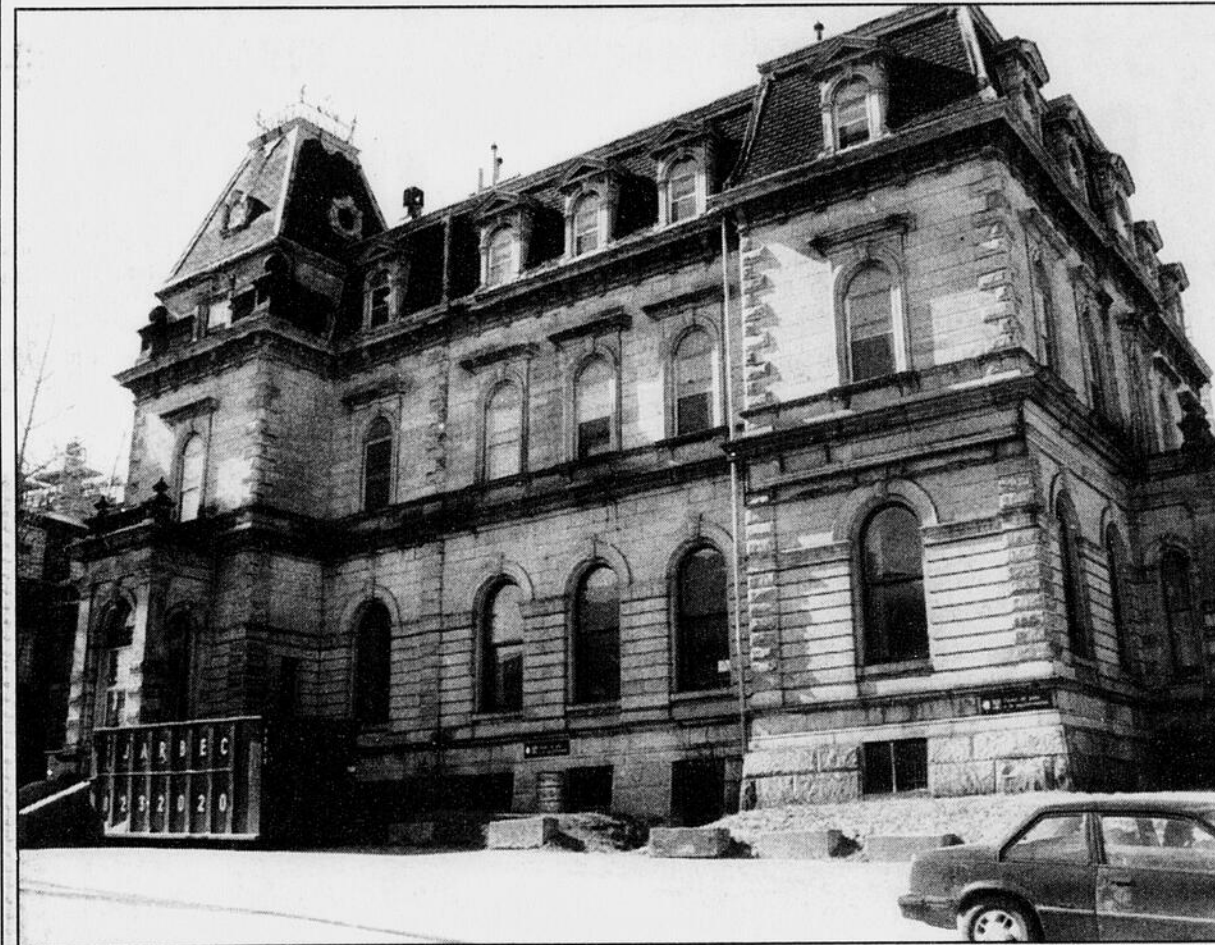
Un peu plus tard, une autre personne s'est présentée avec une pendule en bronze du 19e siècle.

«Ce qui était particulier dans ce cas-ci, explique Légor de Saint-Hippolyte, c'est qu'elle contenait du bronze français et du bois wedgewood anglais. Quand on sait que la France et l'Angleterre étaient particulièrement jalouses de leurs oeuvres d'art, cette pièce est assez exceptionnelle.»

Mais le clou de la journée fut sans contredit cette boîte à musique du 19e siècle qui, malgré ses 150 ans, laissait encore entendre les notes produites par un disque en métal. «C'était incroyable. Durant quelques minutes, on aurait pu danser sur cet air de valse», de dire le commissaire-priseur pour qui cette pièce valait au bas mot 4000 \$.

En tout, plus de 100 personnes ont défilé hier au Musée des beaux-arts dans le but de connaître la valeur de leurs tableaux, leurs gravures, leurs coutelleries ou encore de leurs albums de photos.

«On n'a pas idée des trésors qui peuvent se cacher parfois dans nos maisons.»



Les travaux majeurs de rénovation n'ont toujours pas commencé à l'intérieur du futur Musée des beaux-arts de Sherbrooke. Les appels d'offre doivent être lancés ces jours-ci, de sorte que le déménagement proprement dit aura lieu quelque part en novembre plutôt qu'en septembre.

Le déménagement du Musée des beaux-arts de Sherbrooke retardé de quelques mois

Sherbrooke (AG)

Tout indique que le Musée des beaux-arts de Sherbrooke ne pourra emménager dans ses nouveaux locaux de la rue Dufferin au mois de septembre tel que prévu.

Huit mois après que la Banque canadienne impériale de commerce (CIBC) eut annoncé le don de l'édifice du 241, rue Dufferin au Musée des beaux-arts, les appels d'offre n'ont toujours pas été lancés en vue de la rénovation de l'édifice. Cette procédure devrait toutefois être mise en branle au cours des prochains jours, assure-t-on.

Annoncé en pleine campagne électorale provinciale au mois d'août dernier, le don de la bâtisse

ayant déjà abrité la défunte Eastern Townships Bank, a souffert depuis ce temps de nombreux délais administratifs.

Ce sont d'ailleurs ces mêmes «raisons administratives» qui, hier, ont amené les responsables du Musée à tenir leur journée d'évaluation dans leurs locaux du 174, rue du Palais, plutôt que dans leur futur maison comme l'annonçait pourtant leur publicité.

Il était impossible hier au musée d'en savoir davantage sur la nature de ces retards, bien que tous les responsables avec qui *La Tribune* a pu s'entretenir maintenaient que le déménagement n'est nullement remis en question.

Même réponse du côté de la CIBC où la personne chargée du transfert de titre déclarait récemment à *La Tribune* que le tout n'était qu'«une question de temps».

«Cela va se faire, mais ce sera probablement plus en novembre qu'en septembre», a indiqué hier Lise Beaulieu, membre du conseil d'administration du Musée des beaux-arts.

Le conseil d'administration dispose d'une somme de 1,8 million \$ réservée à l'aménagement du futur musée, somme qui servira à rendre le bâtiment conforme aux normes muséales afin de pouvoir y accueillir des expositions d'envergure.

En dépit des délais, le Musée des beaux-arts de Sherbrooke n'en demeure pas moins actif sur le marché des arts, puisqu'il a acquis récemment une partie de la collection du peintre Frederic Coburn, originaire de Melbourne.

Entre temps, le musée continue de présenter des expositions et de tenir des activités de financement.

Trois infirmières se lancent dans les soins spécialisés à domicile

«Nous ne sommes pas une agence de soins. Notre travail se fait en complémentarité avec ce qui se fait en institution», dit l'une d'elles

Sherbrooke (AG)

Signe précurseur des bouleversements qui s'annoncent dans le réseau de la santé, trois infirmières sherbrookoïses viennent de mettre sur pied leur propre entreprise de soins à domicile. Il s'agit d'une première en Estrie.

Sylvie Hinse, Lucie Mélançon et Roseline Marceau sont toutes trois diplômées et accréditées. Elles comptent en moyenne une vingtaine d'années d'expérience dans le domaine des soins infirmiers et occupaient jusqu'à tout récemment un poste à temps plein au CHUS.

Mais malgré toute leur expérience, elles ont subi l'automne dernier les premiers effets engendrés par les compressions de huit millions \$ imposées au réseau hospitalier.

Plutôt que de rester les bras croisés, elles ont décidé de prendre le taureau par les cornes et de se lancer «dans le privé».

Fortes de leur expérience en soins infirmiers généraux, chacune peut aussi intervenir dans des champs particuliers de la profession (pansements, soins respiratoires, porto-cath, soins palliatifs, médication, maladies cardio-vasculaires, etc.).

«Nous ne sommes pas une agence de soins, précise Lucie Mélançon, infirmière depuis 1969. Notre travail se fait en complémentarité avec ce qui se fait déjà en institution.»



Telephoto Christian Landry

Si elles ont choisi de lancer leur propre entreprise, c'est qu'elles croient que la réorganisation du réseau hospitalier, et en particulier le virage ambulatoire qui l'accompagne, aura pour effet de créer une demande au niveau des soins à domicile.

C'est pourquoi elles sont sceptiques face au discours voulant que le suivi médical sera assuré par une meilleure répartition des effectifs en place dans le réseau de la santé.

«Vous croyez vraiment que l'on va réussir à économiser des millions en ne mettant personne à pied?», demande Sylvie Hinse pour qui les

compressions des derniers mois devraient suffire à convaincre ceux qui croient encore que la réorganisation se fera sans heurts.

«Nous, on est convaincues que nous avons les connaissances et le potentiel pour offrir les services que la population attend de la part des infirmières», explique Roseline Marceau.

Tarifs

De tels services, il va sans dire, ne sont pas gratuits, bien que la plupart des compagnies d'assurance de personne offrent une couverture à ce chapitre.

Les tarifs établis à ce jour sont de 25 \$ l'heure pour les services de soins généraux et de 30 \$ l'heure pour les services spécialisés. L'utilisation du matériel (pansements, seringues, etc.) est au frais du patient.

«Il n'y a aucun frais de déplacement lorsqu'il s'agit d'un appel à Sherbrooke et en banlieue, explique Sylvie Hinse. À l'extérieur de ceteroite, nous facturons 34 cents du kilomètre.»

Déjà, affirmant-elles, la réponse du public vis-à-vis leur démarche rejoint les objectifs qu'elles se sont fixés.

Sylvie Hinse, Lucie Mélançon et Roseline Marceau sont trois infirmières accréditées. Elles ont décidé de ne pas attendre les effets de la réorganisation des soins hospitaliers pour passer à l'action et fonder leur propre entreprise de soins spécialisés à domicile. La première visite ici une cliente, Germaine Tremblay.

ESCORT LX 1995

PHOTO PEUT DIFFÉRER

6 995\$*
TOUT INCLUS

199\$/MOIS**
TPS EN SUS

*Sur location bail de 24 mois, payé comptant
**Bail location de 24 mois, t.p. en sus. Limite de 50 000 km, kilomètre excédentaire de 8¢ le km. Comptant ou échange de 2 000\$. Sujet à l'approbation du crédit. Option d'achat de 8 385\$.

DANS L'EST

LINCOLN

LE VOITURIER

1261, KING EST SHERBROOKE

DANS L'EST

10000

9500 véhicules en stock



Cavalier Z22

.....2 PORTES

- Moteur 2,2 litres
- Boîte manuelle à 5 rapports avec surmultipliée
- Freins antiblocage
- 2 sacs gonflables
- Aileron arrière

12 795\$*

OU 229 \$ / mois** A



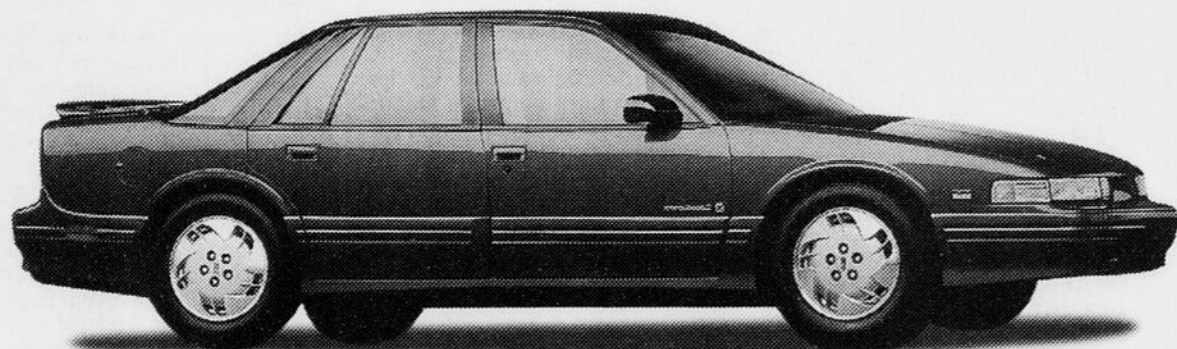
Geo Metro

.....3 PORTES

- Boîte manuelle à 5 rapports avec surmultipliée
- 2 sacs gonflables
- Championne d'économie d'essence (5,4 l/100 km en ville)
- Poutrelles de protection latérales

9 995\$*

OU 199 \$ / mois** B



Cutlass Supreme

.....4 PORTES

- Moteur 3,1 litres V6 160 HP
- Boîte automatique à 4 rapports avec surmultipliée
- Freins antiblocage
- 2 sacs gonflables
- Radiocassette AM/FM stéréo avec 4 haut-parleurs

21 495\$*

OU 369 \$ / mois** E



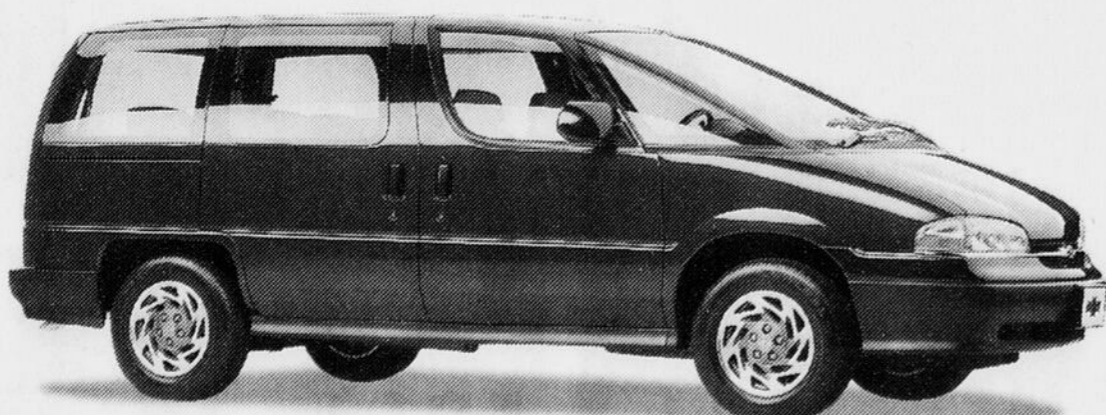
Achieva S

.....2 PORTES

- Boîte automatique
- Freins antiblocage
- Sac gonflable
- Aileron arrière
- Radiocassette AM/FM stéréo avec 4 haut-parleurs

16 495\$*

OU 299 \$ / mois** F



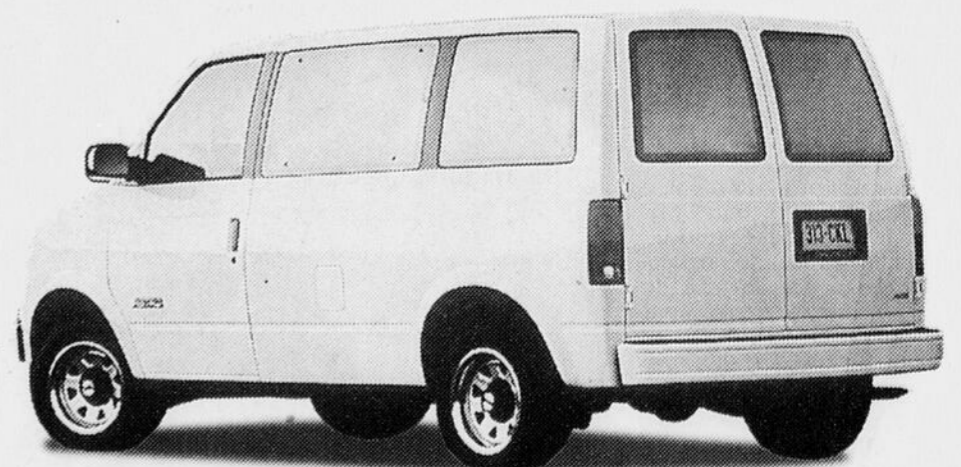
Lumina Van

.....7 PASSAGERS

- Moteur V6
- Freins antiblocage
- Panneaux de polymère
- 7 sièges indépendants

17 995\$*

OU 269 \$ / mois** H



Astro

.....

- Moteur 4,3 litres V6
- Climatiseur
- Marchepied (non-illustré)
- Freins antiblocage

19 995\$*

OU 319 \$ / mois** I

Du 3 au 13 avril seulement!



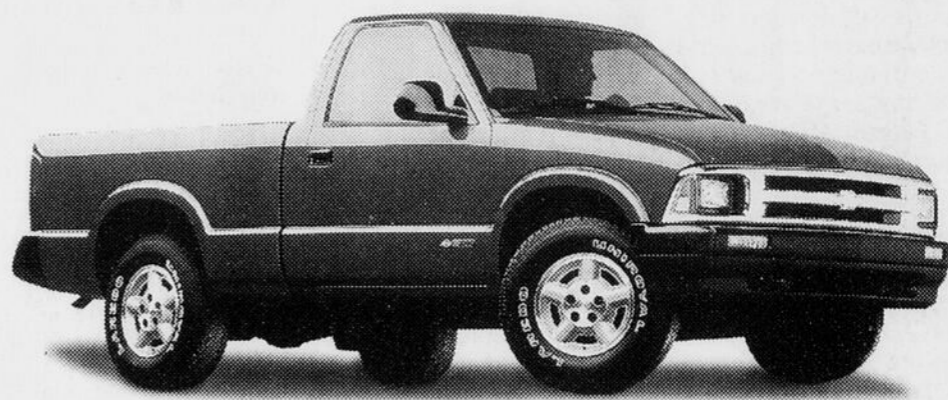
Geo Metro

.....4 PORTES

- Moteur 4 cylindres, 1,3 litre avec arbre à cames en tête
- Boîte manuelle à 5 rapports avec surmultipliée
- Suspension indépendante aux 4 roues
- 2 sacs gonflables

10 995\$*

ou 209 \$ / mois** C



Camion S-10

.....

- Moteur 2,2 litres
- Boîte manuelle à 5 rapports avec surmultipliée
- Chauffe-moteur
- Poutrelles de sécurité dans les portes
- Sac gonflable

12 295\$*

ou 219 \$ / mois** D



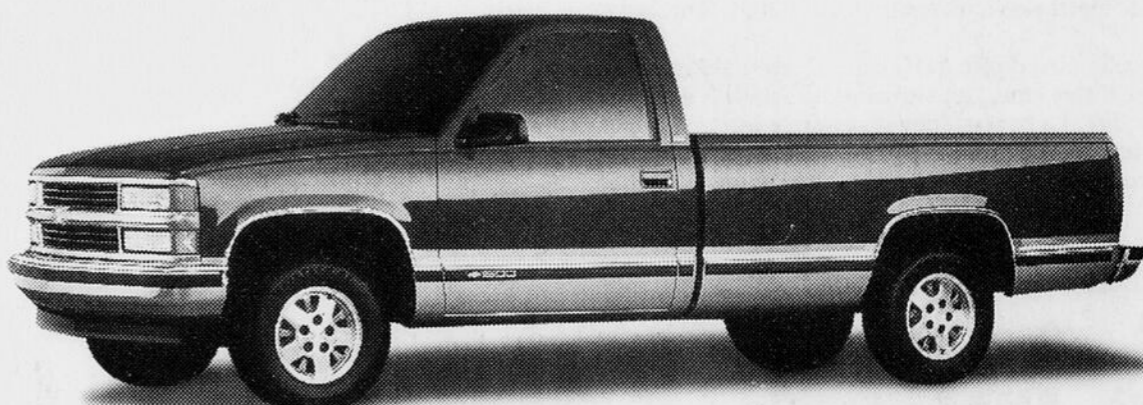
Corsica

.....

- Boîte automatique
- Climatiseur
- Freins antiblocage
- Sac gonflable
- Radiocassette AM/FM stéréo

14 795\$*

ou 269 \$ / mois** G



Camion C/K

.....

- Moteur 4,3 litres V6
- Boîte manuelle à 5 rapports avec surmultipliée
- Freins antiblocage
- Sac gonflable
- Radio AM/FM stéréo avec 4 haut-parleurs

15 495\$*

ou 299 \$ / mois** J



L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Geo Oldsmobile du Québec

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1995 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Préparation incluse. Transport et taxes en sus. ** Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de A: 1 917 \$, B: 1 240 \$, C: 1 582 \$, D: 1 790 \$, E: 3 277 \$, F: 2 083 \$, G: 1 891 \$, H: 2 189 \$, I: 2 493 \$, J: 1 728 \$. Sujet à l'approbation du crédit. Dépôt remboursable de A-B-C-D: 300 \$, E: 425 \$, F-J: 350 \$, G-H: 325 \$, I: 375 \$ exigé. Frais de 5 ¢ du kilomètre après 72 000 km. Préparation et transport inclus. Immatriculation et taxes en sus. †L'Assistance routière et la Garantie GM TOTAL^{MD} sont offertes sur tous les véhicules neufs Chevrolet, Geo et Oldsmobile 1995 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. †† Rabais taxable accordé aux diplômés selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

Éditorial

Le projet des jeunes

La Commission jeunesse sur l'avenir du Québec a causé une certaine surprise, surtout chez les plus de 40 ans, probablement. Au moment où le Parti québécois doit absolument compter sur l'appui des jeunes pour son référendum, le rapport de la Commission a en effet permis de découvrir de nombreuses autres préoccupations.



Roch BILODEAU

Oui, surprise pour plusieurs, et même déception, car ce sont les plus jeunes générations d'électeurs qui ont longtemps porté le plus vigoureusement le flambeau de l'indépendance. Dans le camp souverainiste, on devait espérer que l'histoire se répéterait. Mais la grande cause n'a pas soulevé autant d'enthousiasme que par le passé chez cette clientèle-cible.

Plus encore, les recommandations de la Commission sont passablement différentes du discours que l'on entendait dans la bouche des jeunes des années 60, 70 et 80. À cette époque, qui a vu fleurir le mouvement souverainiste mais aussi les grands idéaux socio-démocrates ou carrément socialistes, on nourrissait au Québec une sorte de culte de l'État qui donnait lieu à tous genres de revendications dictées par une impression d'abondance à partager. Ailleurs, en Europe surtout, on appelait ça la gauche.

Ce terme n'a jamais eu autant de résonance concrète au Québec. Mais force est d'admettre que, selon cette classification, le rapport de la Commission jeunesse a plutôt un air de droite. On y parle notamment de l'abolition de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, de la remise en cause de l'universalité des pensions de vieillesse et même d'une loi pour imposer le contrôle des déficits gouvernementaux.

Alors, non seulement les jeunes sont-ils plus tièdes que leurs aînés face à la souveraineté mais ils se font de l'État québécois et de son rôle une tout autre idée que celle qui fut associée à l'idéologie péquiste. Du moins, c'est l'image que nous renvoie une commission qui, comme les autres, était censée définir le pays souverain.

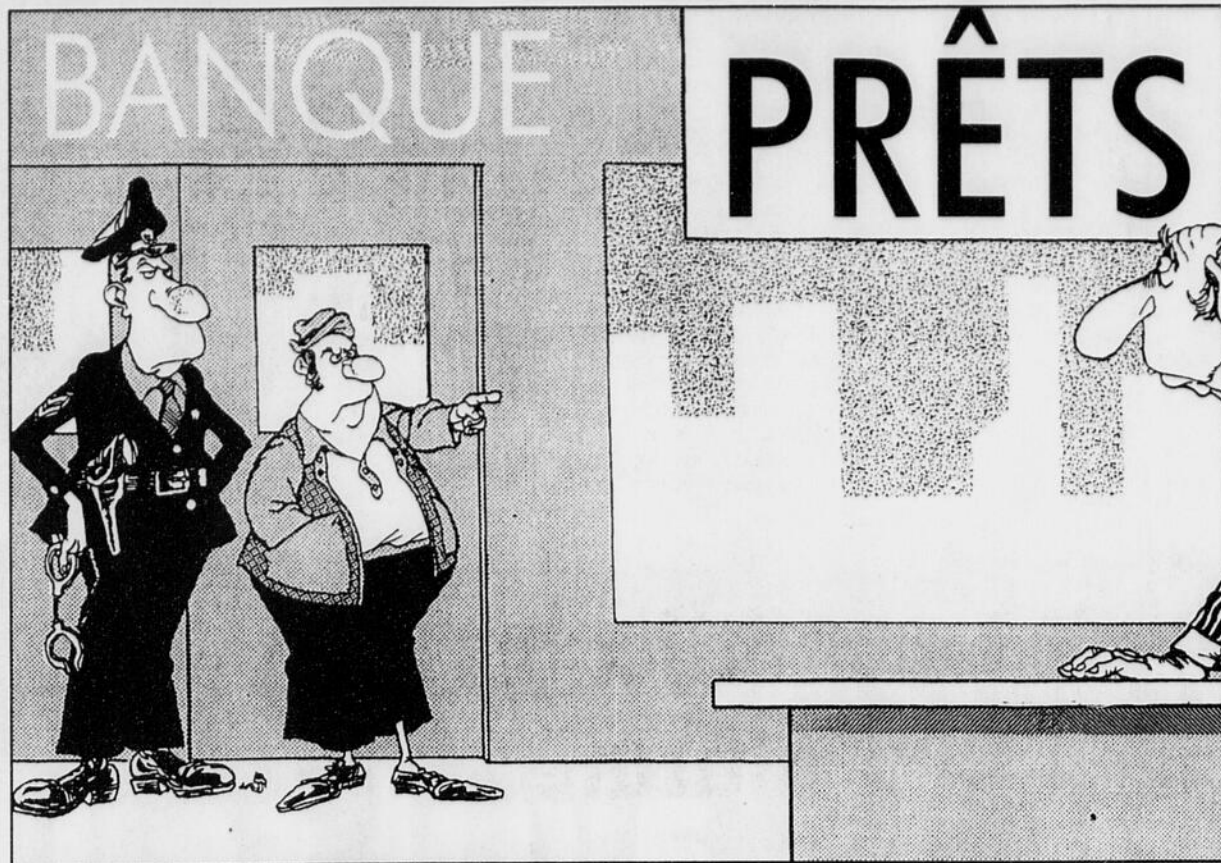
C'est peut-être décevant pour certains, mais compréhensible. La génération des «baby-boomers», celle qui a accompagné la progression du mouvement souverainiste, fut aussi celle qui profita le plus de l'État et qui bénéficia d'excellentes opportunités à bien des égards. Les emplois étaient nombreux, le pouvoir d'achat augmentait, le fardeau fiscal était plus raisonnable que maintenant, etc.

Or, que voient les jeunes d'aujourd'hui?

Ils voient des gouvernements tellement surendettés qu'ils n'ont plus le pouvoir de proposer quoi que ce soit de stimulant. Des centrales syndicales qui s'accrochent aux privilèges acquis. Et un marché du travail qui leur est fermé ou, tout au moins, qui leur offre rarement l'équivalent de leurs compétences et de leur scolarité.

Dans ces conditions, on peut comprendre que le projet proposé par le PQ ne suscite pas spontanément chez eux une ardeur formidable. Ils ont beau être jeunes, ils n'ont pas la naïveté de croire que la souveraineté leur fournira automatiquement un emploi et qu'elle mettra définitivement fin aux abus dont ils payent le prix.

À gauche ou à droite, les jeunes? Majoritairement souverainistes, nationalistes mous, ou fédéralistes? Au-delà des étiquettes, il y a la lucidité. La contestation du système est présente chez eux comme chez les générations précédentes. Mais, de toute évidence, pas vraiment dans le sens que le PQ l'aurait souhaité.



TRIBUNE LIBRE

Pas assez de femmes

M. Roch Bilodeau, éditorialiste

Non, M. Bilodeau, pas assez de femmes crédibles en nombre dans toutes les sphères de notre société pour défendre avec compétence la place des femmes sur n'importe quelle tribune, contrairement à ce que vous écrivez dans un récent éditorial. Il faut compter sur une participation égale des hommes et des femmes. Les femmes qui sont là le font abondamment, mais ce n'est pas assez, M. Bilodeau, puisque sur les scènes politiques à Ottawa, elles représentent 13% des députés, à Québec, elles représentent 18% des députés. Au municipal, elles représentent 9% des maires et 19% des conseillers. À l'Université de Sherbrooke, elles représentent 11% du corps professoral...

Pour votre information retenez donc ceci en plus. Dans la sphère économique:

- 5% seulement des femmes sont à la haute direction des grandes sociétés canadiennes.

- 7,5% des femmes occupent des postes de cadres supérieurs dans les grandes sociétés canadiennes.

- Mme Lynn Charpentier, première présidente de la Chambre de commerce, l'a été 82 ans après le premier président. On ne peut pas dire qu'il y a un risque de contrevenances pour excès de vitesse dans les changements de mentalité.

Les changements, M. Bilodeau, sont lents et ne sont surtout pas fon-

damentaux à ce chapitre.

L'objectif visé, M. Bilodeau, c'est 50/50, c'est-à-dire une égalité hommes-femmes de participation dans toutes les sphères de la vie. Alors, comme vous pouvez le constater, notre société a encore besoin de supports adéquats pour une nouvelle équité sociale.

Céline Martel pour le groupe Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale

Quelle farce!

On a pu apprendre dans *La Tribune* du 15 mars la fermeture de 36 lits de chirurgie. Où s'en va-t-on dans le domaine de la santé? D'après M. Simoneau, directeur général du CHUS, on traitera le même nombre de patients. Quelle farce! On souligne de plus que ces mêmes patients auront à retourner à la maison le plus rapidement possible. Avez-vous pensé, M. Simoneau, qu'avec cette manière de procéder, on verra beaucoup de ces mêmes patients à l'urgence? M. Simoneau, où sera la grande économie?

Ceux qui ont été patients au CHUS ont pu voir les infirmières courir dans les grands corridors du commencement de leur relève à la fin même avec un personnel réduit, traiter leurs patients avec la sourire et faire un travail formidable même si elles n'ont pas une tâche facile.

M. Simoneau, est-ce que vous avez pensé à d'autres alternatives?

Avez-vous pensé aux nombreuses personnes de l'Estrie qui avec leur argent, une fois par année, donnent des montants de plus en plus élevés chaque année au Téléthon de votre hôpital? Est-ce qu'ils ne méritent pas un meilleur traitement? Il est triste de constater qu'on s'en vient avec une médecine de riche et une médecine de pauvre.

On peut dire que nos politiciens manquent d'imagination dans leur budget. C'est toujours la même routine: taxe sur le gaz, taxe sur les cigarettes et coupures dans les hôpitaux. Vous, Messieurs les sénateurs, ministres et députés à Ottawa, lorsque vous êtes malades, combien attendez-vous de temps pour être hospitalisés? La journée même! Et nous, les bons payeurs de taxes, on doit attendre notre tour.



Normand Simoneau

On a pu voir lors du dernier budget, le ministre des Finances à Ottawa, M. Paul Martin, couper de gros budgets dès l'an prochain du côté de la santé au détriment des provinces. Vous devriez, Messieurs les politiciens à Ottawa, couper cet argent chez vous...

Messieurs les politiciens, arrêtez de rire des contribuables. N'attendez pas comme certains pays en Europe que les contribuables dégoûtés descendent dans la rue...

Marcel Noël Windsor

La coalition arc-en-ciel du Bloc

Manon CORNELIER Ottawa (PQ)

En novembre dernier, quand le Bloc québécois a annoncé qu'il tiendrait un congrès au début d'avril, il rêvait d'un événement positif et emballant face au projet de la souveraineté.

Quelques sondages et commissions régionales plus tard, l'atmosphère a changé. Même le premier ministre Jacques Parizeau avouait récemment que les Québécois n'étaient pas prêts à opter pour la souveraineté.

Vendredi prochain, quand les quelque 1500 délégués bloquistes se retrouveront au Palais des congrès de Montréal pour le premier congrès du parti depuis sa fondation, leurs objectifs ne seront donc plus les mêmes.

Pour les organisateurs, il sera davantage question, d'une part, de projeter une image d'ouverture pour rallier les indécis et les «mous» et, d'autre part, d'informer les militants et le public.

«On veut démontrer que le Bloc québécois est une coalition arc-en-ciel, qui rassemble large et qui est différent du parti politique provincial qu'est le Parti québécois», explique le député de Bellechasse et président du comité organisateur, François Langlois. On va chercher une bonne frange de libéraux nationalistes, de gens de l'Action démocratique.

Il cite volontiers les noms des anciens ministres libéraux Yvon Picotte et Michel Pagé qui ont accepté de servir de personnes-ressources dans des ateliers du congrès portant sur le développement régional et l'éducation.

Même si MM. Picotte et Pagé se sont défendus d'adhérer au Bloc, les bloquistes y voient eux une démonstration du pouvoir d'attraction de leur parti. M. Langlois soutient d'ailleurs que d'autres têtes d'affiche seront au rendez-vous. Il compte dévoiler leurs noms demain, lors d'une conférence de presse à cet effet.

«Une des convictions partagées par les gens du Bloc est que le mouvement souverainiste et le parti, en particulier, doivent démontrer une ouverture et se doivent d'être rassembleurs des tendances au Québec», renchérit le président de la commission politique, Daniel Turp.

Côté information, les organisateurs misent sur une série de neuf ateliers le samedi matin pour faire passer le message et «informer les militants pour qu'ils puissent répondre aux questions», d'expliquer la porte-parole Hélène Gignac.

Tout y passe: le pourquoi de la souveraineté, les finances publiques, les échanges économiques d'un Québec souverain, les droits fondamentaux des citoyens, la transition des institutions et des administrations et ainsi de suite.

«Je pense qu'on devrait terminer ce congrès avec un moment qui devrait être fort intéressant pour le mouvement souverainiste», croit le député de Bellechasse.

Contrairement aux partis traditionnels, le Bloc n'invitera pas ses militants à voter des propositions de politiques. Au contraire, on ne veut pas de programme car le parti tient à son rôle d'instrument de transition voué à disparaître rapidement.

Selon M. Langlois, cette absence de programme permet d'ailleurs au Bloc de «ratisser plus large» que le PQ.

Les membres du Bloc auront toutefois à se prononcer sur les statuts du parti, le mandat général de l'aile parlementaire et le plan d'action politique du Bloc.

Ce dernier volet pourrait être très intéressant car l'imprécision de l'échéancier référendaire rend la planification plus complexe. Chose certaine, les bloquistes profiteront d'un débat sur ce qu'on appelle la «proposition principale» du parti pour affirmer leur rôle de pilier du mouvement souverainiste.

Distribué aux associations en janvier, ce document est une version rafraîchie du manifeste adopté à l'assemblée de fondation et qui tient compte des événements subséquents, du référendum de Charlottetown à la présentation de l'avant-projet de loi sur la souveraineté.

Les auteurs ont ressenti le besoin d'y répéter que «le Bloc québécois considère qu'il est un des acteurs privilégiés dans l'émergence du large consensus qui devra se dégager autour de la souveraineté».

À MOINS CINQ DE L'AN 2000

□ Une collaboration de l'Alliance Nord-Sud et de La Tribune



Mali: santé ou survie?

La plupart d'entre nous connaissons un parent ou un ami ayant vécu une expérience en coopération internationale. Que l'on pense au séjour de plusieurs mois ou au simple voyage touristique, chaque expérience est constituée d'échanges interculturels, qui, au retour, s'ils sont partagés, peuvent servir à informer le public d'ici.

En janvier dernier, ce fut à notre tour de nous envoler pour la grande aventure! Destination: Bamako, Afrique de l'Ouest. Les yeux grands ouverts, treize stagiaires en Service social, du Collège et de l'Université de Sherbrooke, mirent le cap sur cette terre africaine.

Ce séjour de deux mois permit de constater les conditions d'existence du Mali, entre autres de connaître le système de santé. C'est à travers l'analyse politique, économique et sociale que nous avons pris connaissance de l'état de ce système de santé malien, très affecté comme tous les services auxquels une population a droit (santé, éducation, sécurité sociale, etc.).

En tout premier lieu, ce qui nous frappe le plus à un niveau politique, c'est le désengagement de l'État. Contrairement au Québec, il n'existe pas au Mali de filet de sécurité sociale pas plus qu'un support de



Au Mali, dès leur très jeune âge (10-12 ans), les filles ont à s'occuper de leurs frères et sœurs.

l'État pour financer les organismes sociaux.

Depuis 1991, avec la mise en place de la démocratie, s'est instauré au Mali, un régime politique qui endosse la libéralisation économique, d'où la privatisation massive des services. Ceci a contribué à une plus grande détérioration du système de santé et, par conséquent, des conditions de vie à la population.

Étant donné que nous ne pouvons aborder la politique sans traiter de l'économie, nous avons mené aussi notre analyse en ce sens.

La dévaluation de la monnaie imposée par la France l'an dernier, réduisant de moitié le pouvoir d'achat des citoyens, rend prohibitif le coût des produits et services, entre autres le coût des médicaments. Un exemple concret de cette augmentation des prix est celui des enveloppes de plâtre pour traiter les fractures des patients accidentés. Leur coût est passé de 4,15 \$ CAN en 1994 à 8,30 \$ CAN en 1995, une augmentation du double.

En tenant compte également qu'il n'y a pas de production nationale de médicaments au Mali, il n'est pas surprenant de constater la vente au «marché noir» (les médicaments se retrouvent sur la rue).

Malheureusement pour le Mali,

les contraintes imposées par les institutions du Nord tels le FMI et la Banque Mondiale entraînent de nombreuses conséquences sociales. Juste penser que l'espérance de vie est de 46 ans, qu'un enfant sur quatre meurt avant l'âge de 5 ans, que le paludisme (ou la malaria), une maladie facile à traiter, est la principale cause de décès au Mali.

En quelques lignes, nous retons que le désengagement de l'État et la dévaluation détériorent les conditions de vie de la population. Il est donc devenu courant, à Bamako, de contourner un homme qui se meurt seul, étendu sur le trottoir, à la porte de l'hôpital.

Cela nous porte à réfléchir quand on sait que nos gouvernements se désengagent peu à peu de leurs responsabilités et qu'ils effectuent chaque année plusieurs coupures, notamment dans notre système de santé et de services sociaux.

À une échelle différente, la situation québécoise est-elle si étrangère à celle du Mali?

Sonia Boisvert
Caroline Vallée
Guyline Pivin
Représentantes du Groupe Mali 95

ADMINISTRATION

Raymond Tardif
Président et éditeur

Jean-Guy Farah
Vice-président
Finances et administration

RÉDACTION

Jacques Pronovost
Rédacteur en chef

Stéphane Lavallée
Directeur de l'information

PUBLICITÉ

François Fouquet
Directeur

Alain LeClerc
Jocelyn Godbout
Adjoints au directeur

PRODUCTION

Daniel Gauthier
Directeur

André Roberge
Contremaître et
adjoint au directeur

COMPTABILITÉ

André Corriveau
Contrôleur

Julienne Poulin
Gérante du crédit

TIRAGE

Pierre Dubois
Directeur

André Cusseau
Adjoint au directeur

Quand les mathématiques deviennent un jeu!

Daniel FORGUES Sherbrooke

Soixante-dix-huit étudiants de l'Estrie, âgés de 13 à 15 ans, n'ont pas hésité à sacrifier un avant-midi de congé, samedi, afin de participer à l'école secondaire Saint-François au concours Opti-math du Groupe de responsables en mathématique au secondaire (GRMS), une épreuve qui se déroulait simultanément dans plusieurs institutions du Québec et à laquelle participaient quelque 2500 jeunes.

Ces étudiants, de niveaux secondaires I, II et III, avaient une passion en commun: les maths.

«Mais ce n'est pas nécessairement du calcul traditionnel, on s'arrange pour que les maths deviennent

un jeu et il y a plusieurs façons de répondre aux problèmes posés dans le cadre du concours», indique le responsable régional, Ronald Côté.

Et ils étaient sérieux ces jeunes, tellement qu'on aurait entendu une mouche voler dans la salle où se déroulait le concours à l'école Saint-François, samedi matin.

Ils avaient 15 problèmes à résoudre; en plus de la réponse, ils devaient expliquer la façon avec laquelle ils s'y étaient pris pour en arriver à la solution.

Les participants ont droit à tous les instruments de calcul, même les ordinateurs.

«Les problèmes sont basés surtout sur la logique, c'est le point que l'on veut mettre en évidence», dit M. Côté.

Ainsi, pour résoudre un problè-

me en particulier, ce sont les paires de ciseaux qui étaient utiles et on pouvait voir les étudiants découper les questionnaires pour résoudre un problème de comparaison d'images.

Mais les résultats se feront attendre car ils sont basés sur le niveau de scolarité des jeunes et l'originalité des solutions.

Les gagnants régionaux seront connus la semaine prochaine et ils figureront parmi la liste des gagnants à partir de laquelle on déterminera ensuite les champions du Québec.

C'est la sixième année que le GRMS, formé d'enseignants et conseillers en orientation, tient de telles épreuves à l'échelle du Québec.

«Non seulement on veut promouvoir les mathématiques mais on veut aussi développer son esprit logique», de conclure M. Côté.



Téléphoto, Christian Landry

Du sérieux, beaucoup de sérieux, lors des compétitions Opti-math à laquelle ont participé 78 étudiants de l'Estrie à l'école secondaire Saint-François en fin de semaine. Ils avaient à trouver des solutions à 15 problèmes et non seulement on tenait compte des réponses, mais aussi des méthodes utilisées pour en arriver aux résultats. Les étudiants provenaient de tous les coins de l'Estrie et plusieurs régions tenaient le même concours à travers le Québec.

Les laboratoires privés se multiplient

Les technologistes médicales tirent la sonnette d'alarme

Sherbrooke (AG)

La prolifération des laboratoires privés inquiète grandement les technologistes médicales qui y voient l'ébauche d'un système de santé à deux vitesses, selon que l'on soit riche ou pauvre.

Même si aucun laboratoire privé n'a encore ouvert ses portes en Estrie, Marguerite Desaulniers, porte-parole des technologistes médicales en région, croit que cela ne saurait tarder.

«Si l'on se fie à ce qui vient de se produire à Trois-Rivières où un la-

boratoire privé a ouvert ses portes dernièrement, cela va certainement se produire ici aussi», a expliqué Mme Desaulniers, hier, dans le cadre d'une visite guidée des laboratoires du CHUS où oeuvrent plus d'une centaine de technologistes médicaux.

À l'heure actuelle, en Estrie, un patient qui désire obtenir un prélèvement dans le cadre d'un examen doit s'armer de patience. Les délais d'attente au centre de prélèvement du CHUS atteignent jusqu'à cinq mois. Pendant ce temps, les laboratoires du CHUS procèdent à des analyses de prélèvement provenant de laboratoires privés, dont les coûts

sont entièrement défrayés par le patient.

«Nous, on pense qu'une meilleure organisation des ressources au niveau du prélèvement pourrait réduire de beaucoup les délais d'attente», estime Marguerite Desaulniers.

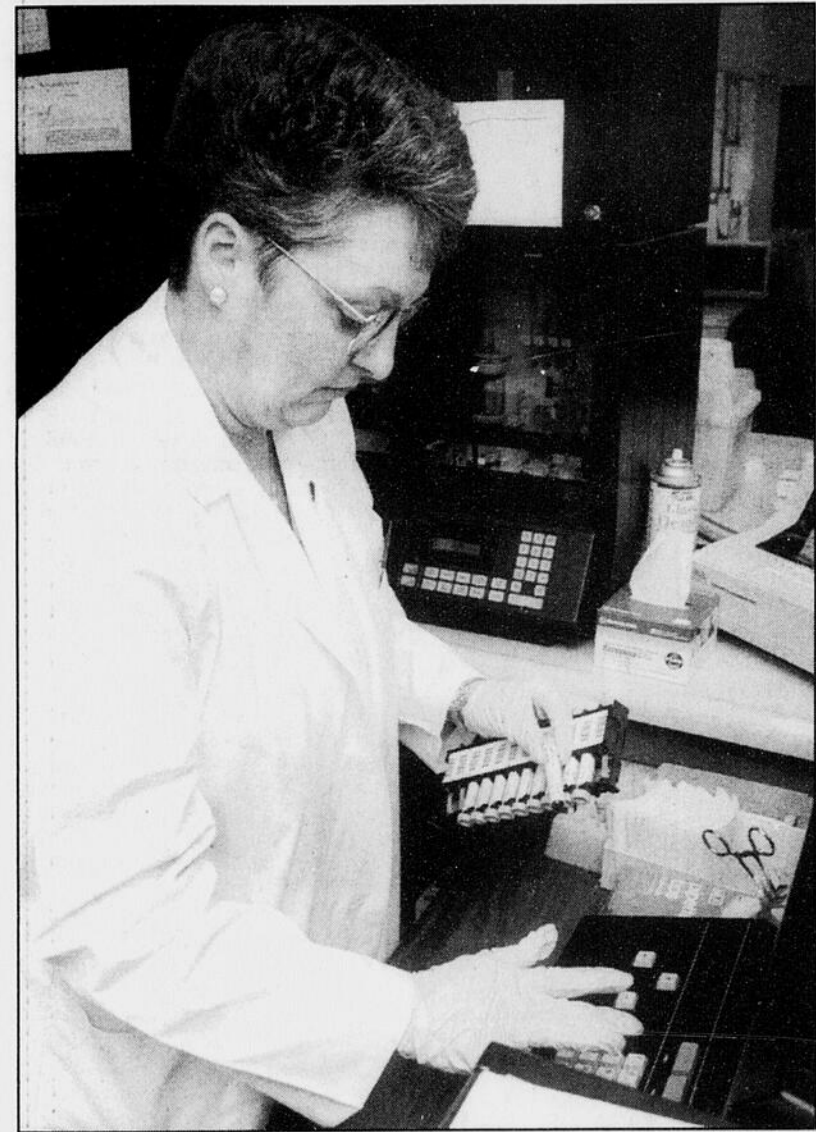
Profession méconnue

Les technologistes médicales travaillent dans l'ombre du système médical, bien que leur profession soit un des piliers de la pratique médicale.

Ce sont eux qui, jour et nuit, 365 jours par année, analysent, décortiquent et décèlent les anomalies qui contiennent les prélèvements qui leur sont soumis.

«C'est à partir de nos analyses que les médecins peuvent établir un diagnostic et ensuite décider du traitement à apporter. Sans une analyse rigoureuse, comment poser le bon diagnostic?», demande Mme Desaulniers.

Plus d'une centaine de technologistes médicaux oeuvrent dans les laboratoires du CHUS où c'était visite guidée hier. La multiplication des laboratoires privés inquiète grandement les technologistes médicaux, admet Marguerite Desaulniers, leur porte-parole en région.



ON RELACHE LES PRIX

SUPER SPÉCIAL 45% de RABAIS SUR LES PNEUS
du prix de liste

845 MILLAGE PLUS **HANKOOK** 818 AQUA-TECH

PRIX RELÂCHÉ 845 MILLAGE PLUS	DIMENSIONS SERIE 80	PRIX RELÂCHÉ 818 AQUA-TECH
53,50	155/80R13	45,50
58,75	165/80R13	50,25
60,78	175/80R13	52,50
64,30	185/80R13	57,50

SERIE 70

65,45	175/70R13	62,00
67,10	185/70R13	62,75
70,39	185/70R14	65,90
72,75	195/70R14	72,75
81,10	205/70R14	75,80
82,77	215/70R14	75,80
82,77	215/70R14	N/D
74,66	205/70R15	N/D
78,38	215/70R15	N/D
80,20	235/70R15	N/D

SERIE 75

45,15	185/75R14	57,25
46,25	195/75R14	58,25
70,18	205/75R14	61,75
71,36	205/75R14	64,25
74,87	215/75R15	68,75
78,71	225/75R15	72,00
83,09	235/75R15	76,25

RADIAL TOUTES SAISONS **4550 et + CH.** 155/80R13

INSTALLATION DE PNEUS AVEC CE COUPON SEULEMENT 199\$ CHAQUE (ÉQUILIBRAGE EN SUS)

NOTRE AVANTAGE, c'est...

- Une garantie contre les dommages routiers
- Une nouvelle valve
- Une pose professionnelle

SPECIALISTE DES FREINS BAS PRIX GARANTIS

Techniciens qualifiés • Pièces de qualité • Garanties à l'échelle du pays

Freins avant, à partir de **6995\$**

Freins arrière, à partir de **6995\$**

INSPECTION DES FREINS SANS FRAIS

CHANGEMENT D'HUILE COMPLET sur la plupart des véhicules **1495\$**

PLUS VÉRIFICATION EN 15 POINTS

PROTECH-AUTO 3555, boul. Queen Nord, Sherbrooke 565-8001

LE LUXE ABORDABLE!

TROOPER ISUZU LS 1994

- MOTEUR V-6, 3,2 L, 190 CHEVAUX
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE
- SIÈGES CHAUFFANTS
- FREINS ABS
- GROUPE ÉLECTRIQUE
- MIROIRS EXTÉRIEURS CHAUFFANTS
- AIR CONDITIONNÉ
- SYSTÈME D'ALARME INTÉGRÉ
- PEINTURE DEUX TONS
- ROUES 16 POUCES ALUMINIUM

4999\$*
/mois

LOCATION 36 MOIS



Plus luxueux, plus spacieux que le jeep Grand Cherokee. Conduite sportive supérieure au Ford Explorer.

(Automobile Magazine, juillet 1992)



SATURN ISUZU
DE SHERBROOKE
4880, BOUL. BOURQUE, ROCK FOREST
823-1400

* Prix basé sur un bail de 36 mois pour un Trooper LS 1994. Un dépôt minimum de 3375\$. Le transport de 525\$ et un dépôt de garantie remboursable de 575\$ requis. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Offre réservée aux particuliers. Des frais de 5\$ du kilomètre s'appliquent après 72 000 km. Autres options et versements initiaux disponibles. Les concessionnaires sont libres de fixer un autre prix. Détails chez votre concessionnaire Saturn Saab Isuzu.

Sherbrooke Honda vous offre encore

88

OPPORTUNITÉS
FACTURÉES
À L'ANCIEN PRIX!

SAISISSEZ-EN UNE



- Climatiseur
- Enjoliveurs sport
- Rétroviseurs électriques*
- Radio AM-FM cassette, 4 haut-parleurs



Le choix no 1 selon l'A.P.A.

2 000\$ d'options
GRATUITE



sur Civic coupé et berline SE



INCLUANT LE CLIMATISEUR

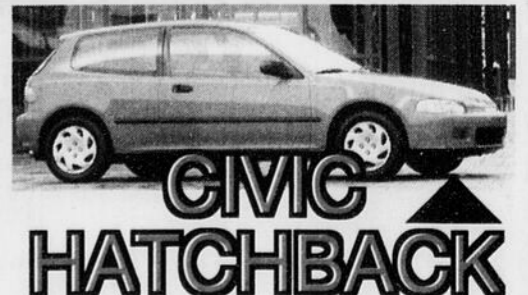
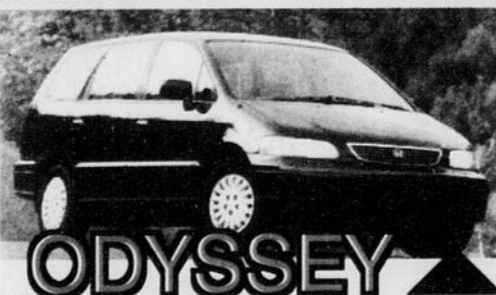
OPTION ÉCONOMIE

2 500\$
d'économie



sur nos Accord LX coupé ou berline

Offrez-vous l'unanimité des critiques



OPTION FIABILITÉ



**2615, rue King Ouest
Sherbrooke**

SHERBROOKE HONDA

566-5322

Si près de vous pour vous!